**HISTOIRE DE LA GUYANE DE 1946 A NOS JOURS :**

**LE TEMPS DE LA DEPARTEMENTALISATION**

**Par la loi du 19 mars 1946, la Guyane devient un département français. Le rêve de Gaston Monnerville s’est enfin réalisé : la métropole se décide enfin à l’intégrer, à la développer tant sur le plan économique que social. Pourtant, 60 ans plus tard, la Guyane semble toujours confrontée aux mêmes problèmes : manque de développement et dépendance.**

**La départementalisation a-t-elle été un échec ?**

**I- L’EVOLUTION POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE DE LA GUYANE DE 1946 A NOS JOURS**

 **a) La départementalisation : de l’enthousiasme au désenchantement (1946-1958)**

 **1°/ Une loi longtemps espérée, et enfin votée**

 **La loi de départementalisation est votée le 19 mars 1946. Elle représente l’aboutissement de deux siècles de revendication assimilationniste émanant des « quatre vieilles colonies ». En effet, ce statut leur avait toujours été refusé par la métropole durant la Révolution française, puis par la IIIème République. Le fait d’avoir manifesté leur attachement à la France durant la Seconde Guerre Mondiale pousse l’Assemblée constituante à donner satisfaction à cette requête unanime des élus d’outre-mer.**

 **Le principal artisan de cette revendication est le Martiniquais Aimé Césaire, qui sera d’ailleurs rapporteur de cette loi, appuyé par le Guyanais Gaston Monnerville : ils demandent une assimilation intégrale se traduisant par la fin de l’exception coloniale et le rattachement strict à la France. Pour eux, seule la départementalisation permettrait à ces territoires de sortir du sous-développement.**

 **La loi est votée à l’unanimité : la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion deviennent département d’Outre-Mer (DOM). Cette nouvelle est accueillie dans la liesse par les populations ultramarines pleines de fierté et surtout d’espoir. Quelques-uns comme le poète Léon Gontran Damas rejettent l’idée d’assimilation.**

 **2°/ La Guyane amorce son développement réel avec le préfet Robert Vignon (1946-1955)**

 **L’extension des lois métropolitaines permet la disparition du gouverneur, remplacé par le préfet, dont le rôle est amoindri, et le Conseil général devient le pouvoir exécutif. Or, en Guyane, deux évènements changent la donne politique :**

 **Gaston Monnerville est battu aux élections législatives par René Jadfard en 1946 et se retire progressivement de la vie politique guyanaise (devient sénateur du Lot, puis président du Conseil de la République)**

 **Robert Vignon est nommé préfet de Guyane et promet de transformer ce pays.**

 **Vignon, séduisant et ambitieux, est très vite adopté par la population (tournées préfectorales appréciées) et s’impose au sein de la classe politique locale parvenant même à faire passer ses idées au sein du Conseil général (« Assemblée d’allégeance »). C’est lui a réellement appliqué la départementalisation en Guyane.**

**Son œuvre est très importante :**

 **- Amélioration des réseaux de communication (bitumage de la RN1 Cayenne-Saint-Laurent, rétrocession de l’aérodrome de Rochambeau par les Américains, et création de pistes aérodromes à Saint-Elie, Saül, Maripasoula.**

 **- Politique d’urbanisme et d’assainissement (éclairage permanent à Cayenne, eau courante de Cayenne à Montjoly)**

 **- Quadrillage du territoire de centres médicaux, sociaux et dispensaires jusque dans les villages isolés (Camopi, Saül) → Recul des maladies comme la fièvre jaune ou la lèpre (création du Pavillon pour recueillir les lépreux soignés par le Dr Floch + Institut Pasteur). Vastes opérations de pulvérisation de DDT contre les moustiques et campagnes de vaccination.**

 **- Politique scolaire : bourses données aux Guyanais pour qu’ils reviennent enseigner dans le pays.**

 **- Politique diplomatique : création du Guest House à Cayenne pour accueillir les personnalités importantes et Vignon représente la Guyane au Venezuela, en Amapa et à Trinidad.**

 **- Autres aspects symboliques : création de Radio Guyane, de la Fête de Cayenne, des 1ères colonies de vacances (1ères sorties de Jeunes aux Iles du Salut et au Surinam)...**

 **Muté en métropole en 1955, on lui a reproché son ingérence dans la politique et une certaine influence dans la passation de marchés publics. Mais les Guyanais garderont une estime énorme pour Robert Vignon puisqu’il sera élu plus tard sénateur de la Guyane de 1962 à 1971 en étant absent du département.**

 **3°/ Le temps du désenchantement (1955-1960)**

 **Si l’œuvre du préfet Vignon apparaît considérable, la départementalisation tarde à s’appliquer notamment au niveau des lois sociales, principale aspiration des populations. De même, l’extension de la législation fiscale pénalise la production locale au profit des importations. L’Etat participe financièrement au développement, mais sous forme de subventions et de dépenses d’assistance : ainsi, sans cesse en déficit, tributaires de la métropole, les DOM perdent de leur autonomie financière. Cet état de fait est dénoncé par Justin Catayée à partir du milieu des années 1950. Il crée d’ailleurs un nouveau parti, le PSG (Parti Socialiste Guyanais) pour rassembler tous les mécontents du système.**

 **Mais les années 1950 voient aussi la remise en cause du discours assimilationniste et de la départementalisation par des groupes nationalistes de plus en plus actifs. Des hommes comme Michel Lohier et surtout le poète Léon Gontran Damas militent pour l’affirmation d’une identité guyanaise, fondée sur des valeurs qui lui sont propres (concept de la négritude) et demandent de ce fait plus d’autonomie. Ces revendications sont d’autant plus fortes qu’elles s’inscrivent dans un contexte de décolonisation en Asie et en Afrique) et dans la valorisation de la négritude et de la créolité (Damas, Césaire, Frantz Fanon). Mais on ne parle pas encore d’indépendance, sauf chez les communistes.**

 **b) La Guyane sous la Vème République**

 **1°/ Le temps de la départementalisation adaptée**

 **Avec la venue du Général de Gaulle au pouvoir et le changement de République en 1958, les politiques guyanais espèrent une évolution dans les institutions : les départementalistes souhaitent développer et étendre le système français en Guyane et les autonomistes voulaient plus de pouvoirs décisionnels.**

 **En 1960, la situation institutionnelle des DOM évolue et tente de répondre aux espérances déçues de la départementalisation. L’article 73 de la Constitution de 1958 précise que le régime législatif des DOM peut faire l’objet de mesures d’adaptation nécessitées par leur situation particulière.**

 **La départementalisation adaptée, élaborée par décrets en 1960, soumet leur organisation administrative aux Conseils généraux désormais habilités à faire des propositions de loi au gouvernement. Mais cette réforme est jugée illusoire par les partisans d’un statut spécial qui, à l’image de Justin Catayée, entendent profiter du contexte de décolonisation pour obtenir un exécutif local dotant les élus de réelles attributions.**

 **2°/ Une lutte continue entre départementalistes et séparatistes**

 **A partir des années 1960, le clivage entre départementalistes et autonomistes s’accentue et se radicalise. Les nationalistes font progresser leurs thèses au sein de la société, même si les candidats aux élections, hormis pour le PSG, recueillent peu de suffrages. Mais leur poids était sérieusement contrebalancé par l’UNR (puis plus tard, le RPR) incarné par le départementaliste Hector Rivierez qui fut député de Guyane 1967 à 1981. Ce dernier était un tenant du statu quo, appelant à davantage de « solidarité nationale ».→Les nationalistes très vite marginalisés sont combattus par les préfets qui n’hésitent pas à censurer la presse et à user de répression armée face aux grèves et mouvements séparatistes comme à Cayenne en juin 1962.**

 **Les années 1970-1980 voient des poussées de fièvre nationalistes dans un contexte où les pays voisins accèdent à l’indépendance : Guyana en 1966, Surinam en 1975 : grèves (1970-1971) à l’initiative l’UTG indépendantiste, émeutes à Cayenne en 1974, attentats (1 mort).→Mais la hausse du niveau de vie, l’installation du CSG générateur d’emplois, la peur de « l’aventure indépendantiste », la loi de décentralisation de 1982 marginalise toujours plus ces mouvements → Le PSG met d’ailleurs en sommeil depuis les perspectives d’indépendance.**

 **La décentralisation de 1982 a donné beaucoup d’autonomie aux élus guyanais qui bénéficient de fonds importants de Paris, mais aussi du FEDER (Union Européenne). Elle a satisfait en partie la soif d’autonomie de nombreux Guyanais et désamorcé le discours nationaliste. Les partis politiques se sont diversifiés allant de l’UMP (Léon Bertrand), du PSG (Antoine Karam), de Walwari (Christiane Taubira), des Verts à l’UDF. Ces formations oscillent entre la volonté de renforcer la départementalisation et d’aller vers plus de prérogatives dans le cadre de la République. Etant donné l’hostilité de la population à toute idée d’indépendance (regard sur les situations actuelles d’Haïti, du Guyana et du Surinam) et l’attachement aux droits sociaux, les nationalistes restent très minoritaires (MDES reste encore un petit parti, qui joue le jeu des institutions régionales et locales) mais le discours nationaliste a toutefois porté ses fruits (retour à la langue créole, reconnaissance et enseignement de l’esclavage à l’école, ...). La question sur l’évolution institutionnelle reste en suspens, mais les Guyanais restent très prudents à l’idée de tout changement, comme les Guadeloupéens et les Martiniquais qui ont voté « non » au référendum à cette question en 2003.**

 **II- L’EVOLUTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE DE LA GUYANE**

 **a) Les transformations socio-économiques**

 **1°/ Au niveau démographique**

 **La France fait à partir de 1946 d’importants efforts sous l’impulsion du préfet Vignon. Les autorités s’emploient à améliorer la situation sanitaire afin de faire chuter la mortalité très élevée. Cette politique est un succès : la mortalité infantile baisse de manière significative tandis que la natalité repart dès 1948 (5 à 6 enfants par famille). C’est la fin de la dépopulation. Le taux de mortalité passe de 18%° en 1952 à 13%° en 1955.**

 **Alors que la France avait toujours échoué à peupler la Guyane, l’installation du CSG en 1965 représente un tournant. Les chantiers et la stimulation de l’économie attirent des dizaines de milliers d’immigrés (Amérique du Sud, Caraïbes) avec l’approbation de la France et à la colère des nationalistes.→ L’immigration trouve son explication dans les problèmes politiques et économiques : Chine (1949), Laos (1975, Hmongs à Cacao et Javouhey), Surinam (1986), Haïti (dictature de Qduvalier et misère), du Guyana, mais aussi depuis quelques années de pays d’Amérique du Sud (Brésil, Pérou...)→ En 1990, 1 Guyanais sur 2 est né hors de Guyane.**

 **2°/ Le boom économique et ses limites**

 **La politique économique menée en Guyane répond à deux objectifs : Couvrir les besoins alimentaires. Produire des biens pour l’exportation**

 **Le lancement de la politique économique se fait dans le cadre de la planification : évaluation des potentialités (or, bauxite...), création d’un réseau routier et aérien... Mais les plans apparaissent très vite peu réalistes et les relations avec la métropole sont trop importantes → Balance commerciale déficitaire.**

 **La France met en place des projets sous la Vème République :**

 **1965 : installation de la base spatiale à Kourou. La France parvient à parler un peu de dynamisme notamment avec le programme Ariane lancé en 1980. → Cette installation a un effet d’entraînement sur les autres secteurs : agriculture, pêche, immobilier... Néanmoins, la Guyane reste terriblement dépendante du CSG (46% des emplois et + de 30% du PNB).**

 **Mise en place du Plan Vert : valorisation de la forêt (1975-1978)**

 **Reprise de la production aurifère**

 **Modernisation de l’agriculture : élevage bovin, riziculture → couvre les besoins alimentaires.**

 **Cependant, l’agriculture vivrière (abattis) prédomine, le secteur secondaire est quasi-inexistant et le secteur tertiaire est hypertrophié.**

 **3°/ Une société bouleversée par la départementalisation**

 **Le niveau de vie augmente, notamment par rapport aux pays voisins, mais aussi au sein de la Guyane : décalage entre Cayenne et sa banlieue, singularité de Kourou et de Saint-Laurent.→ Cependant, cette amélioration est décalée par rapport à la métropole. Alors que les Trente Glorieuses touchent la France dans les années 1950, la Guyane connaîtra une hausse du niveau de vie qu’à la fin des années 1960.**

 **Un changement de mentalité : immersion dans la société de consommation (voiture, biens de consommation...) mais surtout, un rapport compliqué vis-à-vis du travail. L’afflux d’aides sociales et les salaires élevés des fonctionnaires ont poussé les Guyanais à se détourner du secteur privé et de l’esprit d’entreprise.**

 **b) Culture et affirmation identitaire**

**Décolonisation et espoirs déçus de la départementalisation accompagnent l’émergence de la culture identitaire en Guyane. Négritude, créolité en sont les étapes francophones, servies par des écritures internationalement reconnues, relais d’engagements qui ont marqué le demi-siècle écoulé.**

**L’anticolonialisme, le panafricanisme et le surréalisme influencent les chantres de la négritude : Léopold S. Senghor, Léon G. Damas, Aimé Césaire. Leur littérature renverse et magnifie l’image d’une Afrique et de civilisations noires mises à mal par « l’exotisme colonial ». Etre « nègre » doit être source de fierté et de dignité, et non de reniement.**

**Démarche de réappropriation selon Edouard Glissant, le but est de retrouver une mémoire collective (langue créole, syncrétisme, résistances) Culture du « détour ». Cette quête identitaire se greffe sur la montée des revendications indépendantistes et la redécouverte d’une culture populaire longtemps méprisée.**

**A la fin des années 1980, au regard de la réalité et aux bilans de la décolonisation, la réflexion identitaire s’investit dans l’image positive de la mosaïque culturelle caribéenne, espace ouvert au métissage + reconnaissance de groupes restés en marge comme les Amérindiens.**

**CONCLUSION**

**En somme, le bilan de la départementalisation est mitigé. Des points positifs :**

**- Amélioration spectaculaire de la situation sanitaire, du niveau de vie, du confort qui a profité à tous les Guyanais (Ex : les Amérindiens menacés d’extinction sont passés de 1000 à 6000 grâce à la départementalisation).**

**- Explosion démographique inespérée : 26000 habitants en 1946 🡺 200 000 en 2004.**

**- Boom économique impulsé par le CSG**

**Toutefois, elle n’a pas réussi à développer, à diversifier l’économie guyanaise et à de nombreux effets pervers :**

**- Augmentation de la dépendance vis-à-vis de la métropole et économie d’assistanat (RMI, Allocations familiales...). Le chômage augmente et les difficultés scolaires persistent (40% d’une classe d’âge parvient au bac contre 70% en métropole, retard scolaire de 2 ans en moyenne)...**

**- Immigration massive, qui tout en étant utile génère quelques problèmes : création d’habitats insalubres, insécurité...**

**- D’où le désir d’un nouveau statut manifesté par certains hommes politiques, mais qui ne passionne pas les Guyanais.**